

Vers une transformation des systèmes agricoles ouest-africains

Thomas Allen (thomas.allen@oecd.org) et Philipp Heinrigs (philipp.heinrigs@oecd.org)

CET ARTICLE REPREND DES TRAVAUX de prospective réalisés sur l'Afrique de l'Ouest. Il souligne la tendance à l'augmentation de la taille et à la concentration des exploitations agricoles. Selon les auteurs, cette évolution nécessitera pour l'agriculture familiale une transition vers une vocation plus commerciale.

► Thomas Allen est économiste et travaille au Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) au sein de l'OCDE.

► Philipp Heinrigs est économiste et travaille au Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) au sein de l'OCDE.

► Nous vous recommandons également la lecture de l'étude « Peuplement, marché et sécurité alimentaire » (OCDE, 2013) dont Inter-réseaux a réalisé une note de synthèse : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Synthese_Etude_OCDE_CSAO.pdf

L'UN DES ENJEUX MAJEURS des prochaines décennies en Afrique de l'Ouest est celui de la transformation des systèmes de production agricole. Ceux-ci devront s'adapter aux évolutions de la demande si la région veut profiter des opportunités que lui offre la taille de son marché intérieur.

Urbanisation et intensification agricole. Alors que la population totale ouest-africaine devrait doubler d'ici 2050, nous anticipons que la population rurale commencerait à décroître autour de 2030. Le ratio entre population urbaine et population rurale donne une première approximation du rapport entre consommateurs non producteurs de produits alimentaires (majoritairement urbains) et producteurs (majoritairement ruraux). Son évolution dans le temps et dans l'espace régional fait évoluer la problématique de la sécurité alimentaire : intégration progressive de l'agriculture vivrière à une économie marchande, baisse relative du nombre de producteurs agricoles par rapport au nombre de consommateurs nets de denrées alimentaires, croissance et concentration de ces derniers, évolution des habitudes de consommation et développement des filières agro-alimentaires.

La région se doit d'accroître sa production agricole si elle veut subvenir aux besoins alimentaires de sa population en forte croissance sans un recours exagéré aux importations. Elle devra le faire avec proportionnellement de moins en moins de producteurs, en améliorant significativement la productivité du travail agricole. Au cours des 60 dernières années, les agriculteurs ouest-africains ont su relever le défi de produire plus. La croissance de la production a été impressionnante, dépassant celle de la population totale de 1,8 point de pourcentage depuis 1980. Ce succès est avant tout celui de l'agriculture familiale. De nombreux observateurs s'inquiètent de la nature extensive de cette croissance alors que les réserves en terres disponibles sont majoritairement situées dans des zones semi-arides. Les données montrent cependant un ralentissement du taux de croissance des surfaces cultivées et une augmentation des rendements à partir du milieu des années 1990. Un processus d'intensification est donc en cours.

L'émergence croissante de plus grandes exploitations. Cette croissance de la productivité agricole appelle d'importants investissements. L'amélioration du climat des affaires et la mise en place de pro-

grammes de soutien aux investissements doivent donc figurer au rang des priorités des politiques de développement agricole. Ces investissements ne peuvent être réalisés et amortis que par des exploitations de taille suffisante.

À moyen et long terme, cette évolution agraire se fera progressivement dans un contexte où de petites exploitations vont côtoyer de grandes exploitations (plus de 9 hectares). Ce processus est déjà amorcé dans les cultures vivrières, certes à une échelle plus modeste que les plantations pérennes destinées à l'exportation. L'évolution de la distribution des exploitations agricoles par rang de taille au Sénégal en est une illustration. Selon une étude réalisée en 2013 par l'OCDE (*Peuplement, marché et sécurité alimentaire*), il y avait en 1960 58 % d'exploitations agricoles sénégalaises de moins de 3 hectares sur 22 % de la surface cultivée. En 1998, elles ne représentent plus que 51 % du total sur seulement 16 % de la surface cultivée. Au cours de la même période, la part des exploitations de plus de 10 hectares passe de 6 à 9 %, et les surfaces qu'exploitent ces dernières sont plus importantes (de 26 à 33 % du total).

Bien qu'irrégulière au travers de la région, cette évolution atteste d'une tendance à l'augmentation de la taille des exploitations agricoles et à leur concentration. Celle-ci n'induit en rien la disparition de l'agriculture familiale; elle nécessitera, comme c'est déjà le cas dans les zones les mieux connectées aux marchés, la transition à une vocation commerciale.

« Petites et grandes exploitations vont se côtoyer de plus en plus »

Développer la transformation alimentaire. Les efforts d'amélioration de la production agricole ne pourront porter leurs fruits que si les défis de l'agro-industrie et de la commercialisation sont relevés simultanément.

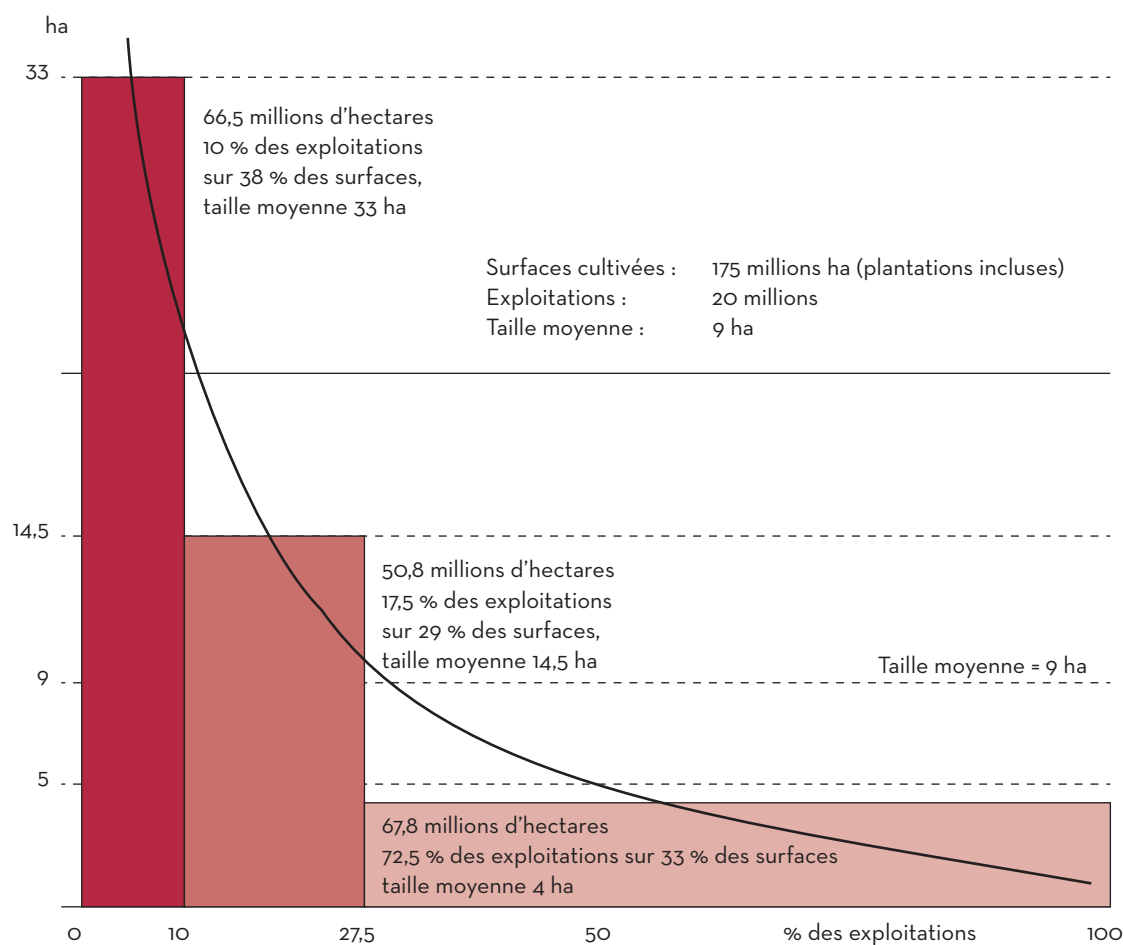
Le développement d'un secteur d'intermédiation entre producteurs et marchés de consommation est étroitement lié au développement agricole, et à ce titre participe de l'intégration des populations rurales dans la croissance économique. La nature et l'étendue de la demande alimentaire offrent des opportunités de diversification et de création de valeur ajoutée pour l'économie rurale. Ce secteur représente aussi un important vivier de création d'emplois — en particulier féminins — et de sources de revenu.

Le domaine de la transformation alimentaire

en particulier, qui n'implique pas nécessairement d'investissements lourds ou d'innovations technologiques poussées, doit permettre de stabiliser et sécuriser des productions agricoles aléatoires. Il permet notamment une meilleure adaptation du produit à sa demande et des progrès en matière de stockage et conservation qui réduiraient les pertes. Il contribuerait également à une baisse nécessaire des prix à la consommation. Une étude récente du McKinsey Global Institute sur le Nigeria (*Nigeria's renewal: Delivering inclusive growth in Africa's largest economy*) rapporte qu'en milieu urbain un Nigérian doit gagner 58 % de plus qu'un Indien, à condition et pouvoir d'achat comparables, pour atteindre un niveau minimum équivalent de satisfaction de ses besoins essentiels. Le panier alimentaire de base y couterait par ailleurs 66 % de plus.

Partager le pouvoir dans les chaînes de valeur. La réussite dépendra de la capacité des acteurs à structurer les filières et à mettre en relation les différents maillons de la chaîne. La question du partage du pouvoir de négociation dans des chaînes de valeur se posera à mesure que celles-ci seront de plus en plus pilotées par les opérateurs de l'aval. Les organisations de producteurs ont un rôle important à jouer à cet égard, en particulier en termes d'accès à l'information et de collaboration avec les institutions.

Il est également indispensable que les connections entre zones de production et marchés urbains soient mieux comprises et facilitées. Le développement des campagnes passera donc aussi par des actions transversales de gestion des villes. Enfin, la cohérence et la coordination des politiques publiques doivent être assurées pour créer des synergies entre les divers instruments d'action. ■



Distribution des exploitations par taille en Afrique de l'Ouest en 2050